Gérard Neyrand, Abdelhafid Hammouche, Sahra Mekboul, *Les mariages forcés. Conflits culturels et réponses sociales*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Alternatives sociales, 2008, 310 p.

Sylvie Thiéblemont-Dollet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1496>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.1496

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 333-335

ISBN : 978-2-86480-981-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Sylvie Thiéblemont-Dollet, « Gérard Neyrand, Abdelhafid Hammouche, Sahra Mekboul, *Les mariages forcés. Conflits culturels et réponses sociales* », *Questions de communication* [En ligne], 14 | 2008, mis en ligne le , consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1496> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.1496>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Grard Neyrand, Abdelhafid Hammouche, Sahra Mekboul, *Les mariages forcs. Conflits culturels et rponses sociales*

Paris, d. La Dcouverte, coll. Alternatives sociales, 2008, 310 p.

Sylvie Thiblemont-Dollet

RFRENCE

Grard Neyrand, Abdelhafid Hammouche, Sahra Mekboul, *Les mariages forcs. Conflits culturels et rponses sociales*. Paris, d. La Dcouverte, coll. Alternatives sociales, 2008, 310 p.

- 1 *Les mariages forcs. Conflits culturels et rponses sociales* est le fruit d'une tude ralise pour la Direction de la population et des migrations partir d'une enqte mene entre novembre 2005 et dcembre 2006 Paris, Lyon et Marseille. Outre les incontournables acteurs spcialistes de la question et reprsentatifs des secteurs associatif (*e.g.* Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles) et institutionnel (*e.g.* Observatoire de l'galit femmes/hommes de la ville de Paris ; Fasild), contacts par les porteurs du projet, seize jeunes filles ges de vingt-et-un trente ans ont t interviewes, neuf d'entre elles ayant subi un mariage forc et sept l'ayant vit. Mais les sociologues Grard Neyrand et Abdelhafid Hammouche, et la criminologue juriste-psychologue Sahra Mekboul, ont t confronts une relle difficult : ne pouvoir facilement consulter et interroger des personnes concernes par ce problme, alors qu'ils espraient qu'il en serait autrement. Outre l'oubli du rendez-vous pour certaines jeunes filles, les diffrents facteurs exposs et dvelopps dans « Diversit des situations rencontres » (chapitre 1, pp.37-70) sont sans surprise pour ceux qui connaissent quelque peu le problme du mariage forc : « Culpabilit l'gard de [la] famille, voire

[...] pression de celle-ci ou d'un membre de l'entourage, [...] [autre] raison non explicite... » (p. 37). Toutefois, les seize personnes qui ont tmoign reprsentent, pour chacune d'entre elles, une exprience diffrente, ce qui donne accs une varit des situations en lien avec celles que l'on rencontre sur le territoire franais.

- 2 Le mariage forc est une expression que les auteurs dveloppent et expliquent longuement en introduction (ils utilisent aussi celle de mariage par contrainte), marquant ainsi des distinctions – si tant elles qu'elles soient valides au regard d'autres experts – avec les mariages dits arrangs, coutumiers ou traditionnels. En effet, pour ces chercheurs, « le mariage forc demande tre diffrenci d'autres types de mariages, dont il constituerait une perversion, [ces autres mariages] qui eux, ne sont pas rprhensibles [...]». La plupart des mariages arrangs ne sont ainsi pas forcs, en ce sens que les jeunes gens et les jeunes filles concerns ne s'opposent pas explicitement la dcision ou la proposition de leurs parents et leurs familles. [...]. La difficult tient, entre autres, ce qu'aujourd'hui, en France, mme le mariage arrang n'apparat plus gure acceptable et que confusion peut tre faite entre mariage arrang et forc » (p. 23). L'argumentaire tendant prouver que l'intrt d'oprer une telle diffrenciation n'est pas totalement probant, malgr les nombreuses rfrences la lgislation franaise. Par exemple, quelques nuances rendent encore plus complexes ces situations matrimoniales telle celle entre mariage arrang avec « volont dclare » et mariage arrang avec « volont interne » (p. 31). De fait, si le mariage forc ou contraint se dcline sous des vocables tels que mariage arrang, mariage coutumier, stratgie matrimoniale, mariage conomique, c'est parce qu'il a, dans la plupart des cas, les mmes consquences traumatisantes pour celles et ceux qui en sont victimes.
- 3 Ceci tant, comme en attestent les auteurs et l'image de tous ceux qui traitent du sujet, il est difficile de chiffrer le nombre de personnes touches. Mme si le Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles estimait, en 2000-2001, avant l'application de la loi 2006-399 du 6 avril 2006 (loi qui a servi enrayer les mariages forcs d'adolescentes issues de l'immigration, notamment par la modification de certains articles du « code Napolon » en portant l'ge minimal du mariage 18 ans pour les filles au lieu de 15), que le nombre de jeunes filles potentiellement menaces, chaque anne, d'tre maries contre leur gr, pouvait tre d'environ 70 000, aucune statistique officielle ou valuation scientifique n'a jamais exist et n'existe encore, ces vnements restant dans l'espace ferm du cercle familial ou communautaire.
- 4 En revanche, les entretiens dont les auteurs publient de nombreux extraits, donnent des lments intressants sur les raisons qui font que cette tradition se perptue en terre d'accueil : « La prvalence du lien la socit d'origine » (p. 93), « le maintien des rfrences culturelles » (*ibid.*), la conformit un rang et des rgles malgr l'migration, et donc la possibilit pour les parents de jouer le rle social qui leur est dvolu au sein de leur propre groupe. Dans le mme ordre d'ide, les auteurs tentent de montrer les positionnements souvent complexes des jeunes filles au cur de l'enqute (chapitres 2 et 3), et les tapes par lesquelles elles sont passes pour accepter ou refuser le mariage forc. Dans le premier cas (l'acceptation), il peut s'agir de maintenir le lien avec la famille reste au pays, de grer l'hritage culturel et/ou d'idaliser une tradition, au fond mconnue, etc. Dans le second (le refus, parfois aprs avoir accept), les raisons sont ou bien des conflits de rfrences entre celles de la famille et celles de l'extrieur (cole, travail, autres institutions), la dcouverte d'autres modles matrimoniaux, refus « de se plier la logique groupale » (p. 87), l'« affirmation de

l'autonomie personnelle de choix » (p. 94), ou bien encore l'acculturation formelle (par exemple, choix du conjoint et de la manire de se marier, etc). Par ailleurs, le fait d'voquer « la position des garons (pp. 28-30) est plutt pertinent car cela dconstruit un certain nombre de clichs : les auteurs rappellent que si les garons « sont dominants malgr eux, [...], ils sont nanmoins destitus de leurs propres choix de vie » (p. 29). Ils tayent leur propos en rappelant, par exemple, que l'homosexualit masculine est « vince » (*ibid.*) par la famille qui va « rtablir un certain « ordre des sexes » et par l prserver l'image du groupe » (*ibid.*).

- 5 Le chapitre quatre – « Le consentement, une modalit centrale de la validit du mariage » (pp. 141-164) – dresse un bilan complet des dispositifs juridiques en la matire et, en cela, peut tre un outil intressant pour les personnes conduites grer ou subir de telles situations. En outre, la seconde partie du livre, nourrie de prconisations (pp. 263-270) et de cinq annexes – « Statuts personnels et codes de la famille compars du Maghreb », « Instruments juridiques internationaux et mariage forc », « Notes juridiques », « Les dispositions civiles europennes et la mariage forc », « Les dispositions pnales europennes et le mariage forc » –, prsente les associations qui accordent une place importante au mariage forc dans leurs statuts (chapitres 5 et 6), donne le positionnement des institutions franaises questions de communication, 2008, 14 et leurs modalits d'actions (chapitre 7), ainsi que celles d'institutions plus gnralistes (chapitre 8).
- 6 Finalement, ces quatre derniers chapitres font uvre d'utilit publique, car non seulement ils recensent diffrentes structures, mais ils prsentent aussi toutes les formes d'actions existantes (rpression, mdiation, prvention, accompagnement, soutien, etc.). Ainsi ne peut-on qu'insister sur l'intrt que reprsente un tel ouvrage, destin par ailleurs un large public.

AUTEURS

SYLVIE THIBLEMONT-DOLLET

CREM, Universit Nancy2, Sylvie.Thieblemont@univ-nancy2.fr